

## ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép.: 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

## LE TOCSIN

## DES TRAVAILLEURS.

## COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

SOMMAIRE. — Le grand boulanger. — Le socialisme du National. — Séance de l'Assemblée. — Impôt des 45 centimes. — Bethmont et la presse. — Les ateliers nationaux et M. Léon Faucher. — Un sauveur. — Nouveau mot du général Thomas. — Esprit des départements. — Faits divers.

PARIS, 17 JUIN.

## LE GRAND BOULANGER.

Que veut chacun de nous? Le pain quotidien, pain du corps et de l'esprit; la bouche mange, on avale aussi des yeux et des oreilles.

Que veut la société? ce que veut l'individu, évidemment, afin que, chacun étant satisfait, nous vivions tous en fraternité, au lieu de nous disputer les morceaux comme une bande de chiens maigres.

Hé bien! pour que chacun ait le pain du corps et de l'esprit, quotidiennement et largement, que faut-il? Voyons.

Il faut que la République soit le GRAND BOULANGER.

C'est simple. La République, étant un gouvernement nommé par tous les citoyens, veillera à ce que tous soient alimentés, et elle n'exprimera d'aucun, pour une bouchée, toute la sueur de douze heures. Ce sera son devoir.

Tant que la République n'osera pas se proclamer le GRAND BOULANGER, la nation sera forcée et contrainte de quérir son pain chez les *petits boulangers*.

Or, que se passe-t-il? Ces détaillants, n'étant pas nommés par tous les citoyens, songent peu à l'intérêt public, beaucoup à leur intérêt particulier. Pourvu qu'ils fassent aller leurs boutiques, tout est bien. N'étant pas les commis du peuple, ils sont leurs propres commis.

Et comme c'est à qui fera les meilleures affaires, c'est à qui tirera et soutirera le plus de tous ceux qui sont réduits à s'approvisionner à leurs comptoirs, sous peine de périr de faim.

Qu'est-ce en effet que le *petit boulanger*? c'est le propriétaire d'un quartier de terre, d'un atelier, d'une somme ronde qui dit à l'ouvrier affamé: «Voici du pain, juste assez pour te tenir en état. Le veux-tu? donne-moi le suc de tes bras, tout le jour durant: c'est mon dernier mot.»

Si l'ouvrier trouve la ration chétive, il va chez un autre *petit boulanger* qui lui fait les mêmes conditions, si ce n'est pires, et qui dit pareillement: «C'est mon dernier mot.»

Que faire? attendu que tous les *petits boulangers* s'entendent comme des marchands en foire, le peuple baisse la tête, et achète le pain au prix coûtant. Pour avoir de quoi nourrir piteusement sa chair, il la vend au rabais, avilissant de la sorte la force qu'il tient de Dieu.

L'autre espèce de *petit boulanger*, c'est le maître d'école qui dit à l'ouvrier ignorant: «Cède moi une croûte du pain matériel que tu paies de ta sueur, et je te donnerai du pain spirituel en proportion; si bien que tu cesseras d'être un âne à brouter l'herbe, sans devenir un homme usant de la pensée que Dieu lui a départie.»

Et tous les *petits boulangers* ensemble disent qu'il

faut mesurer au peuple le pain de l'esprit et du corps avec la même économie; si non en mangeant trop de l'un, il aurait trop d'appétit de l'autre.

Donc, le peuple leur livre, jour par jour, tout son être contre une part qui lui laisse souvent l'estomac creux, le cerveau vide:

Tandis que toute la corporation des *petits boulangers* pare ses boutiques de fleurs, s'empâte de pain beurré, et se donne des indigestions de brioche, de père en fils.

Ce sont là les maîtres du peuple. Et pourquoi? parce que ce n'est pas le peuple qui les a élus, ils s'élisent eux-mêmes.

Pour faire cesser la tyrannie gourmande des *petits boulangers*, que faut-il? Leur substituer le gouvernement du GRAND BOULANGER;

Lequel, nommé par tous les citoyens, règlera le travail de tous, selon l'équité, de telle sorte que nul ne sera forcé de suer son sang jusqu'à la moëlle pour une miette de ce pain qui nourrit le corps, l'esprit et l'âme.

## Le socialisme et le National.

Hélas! où donc est la différence entre les républicains de la veille et les républicains du lendemain?

Le *Constitutionnel* et le *Siècle* attaquent la théorie de Pierre Leroux, et se font les champions quand même du régime actuel de la propriété. Cela était prévu.

Mais devions-nous nous attendre à trouver chez le *National* une doctrine parfaitement semblable? Les trois journaux sont trois têtes dans un même bonnet d'une égale blancheur.

Qu'est donc devenu le socialisme du *National*? Ce journal s'était vanté d'avoir aussi un secret pour organiser le travail, et il se prosternait devant le principe de la propriété, c'est-à-dire devant le maintien des instruments de travail dans leur situation présente! Comment peut-il donc organiser un nouveau système sans toucher à l'ancien?

*National*, *Siècle* et *Constitutionnel* sont en définitive une même protestation contre l'avenir de la démocratie en France; ce sont des bourgeois de la veille et des bourgeois du lendemain.

## Séance de l'Assemblée.

L'Assemblée est au calme plat. Le citoyen Pascal Duprat dépose une proposition tendant à l'abolition complète des lois fiscales contre la presse; c'est lundi que cette proposition sera développée.

Un long débat s'est engagé sur la mesure du gouvernement provisoire qui a brisé le cadre des réserves et mis à la retraite, avant l'âge, un grand nombre d'officiers généraux. Une pétition, signée des victimes de ce coup d'état, a été le texte du débat que l'Assemblée a terminé en passant à l'ordre du jour. Et nous ferons comme elle, l'armée des travailleurs nous préoccupe plus que l'état-major vieilli de notre brave armée.

Hélas! le sang du pauvre travailleur a coulé dans le département de la Creuse. Le citoyen Pierre Leroux annonce que la perception de l'impôt des 45 centimes y a rencontré chez les paysans une résistance qu'on a vaincue à coups de fusil. Des faits de la même nature ont eu lieu dans d'autres départements. L'orateur fait appel à la sagesse de la commission exécutive.

Deux ministres ont pris la parole. M. Duclerc, ministre des finances a justifié l'impôt des 45 centimes avec le sang-froid d'un *salon rouge* de la

République. Quant à M. Flocon, il a promis de sauver la France par le progrès qu'il va faire faire à l'agriculture dont il est le ministre.

MM. Lacave-Laplagne et Cunin-Gridaine n'auraient pas autrement répondu; l'esprit dynastique pèse sur le banc ministériel et sur l'Assemblée.

## Impôt des quarante-cinq centimes.

Honneur à M. Garnier-Pagès! Il a débuté en matière d'impôt par une mesure qui frappait le pauvre et le riche dans la même proportion; le pauvre résiste, le sang coule.... Nous empruntons à la *Presse* l'extrait d'une lettre écrite de Guéret, sous la date du 15 juin.

«Comme il était facile de le prévoir, la perception de l'impôt des 45 centimes a soulevé nos campagnes. Plusieurs ont même refusé de le payer avec menace de mort contre qui les paierait ou viendrait les percevoir. La force a été employée, et hier la gendarmerie de Guéret était allée aider les agents de l'autorité. Dans la lutte qui s'est engagée, quatre des leurs ont été pris et amenés à la prison. Cette nouvelle a échauffé les têtes; dès le matin on a sonné le tocsin dans toutes les communes environnantes, il nous a été annoncé qu'une masse innombrable descendrait sur Guéret afin de délivrer les prisonniers.

«Dès le matin le rappel a été battu dans la ville, et à huit heures quatre cents hommes environ étaient réunis sur la place, attendant le mot d'ordre pour partir. A deux heures une estafette nous apporta la confirmation qu'une bande de paysans armés, qui de fusils, qui de faulx, était aux portes de la ville....

«A cette nouvelle, la colonne s'ébranla et l'on marcha à la rencontre des insurgés. A trois heures, ils arrivèrent en présence; les pourparlers commencèrent. Le préfet, les représentants Guisard et Lassare, de plus le procureur de la République, le maire de la gendarmerie s'efforcèrent de leur faire entendre le langage de la raison; mais tous leurs efforts furent vains.

«Après deux heures et demie d'attente, les tambours battirent aux champs, et les sommations de rigueur allaient être faites, lorsque les paysans voulurent forcer le passage. A ce moment un coup de feu partit du côté des insurgés, à ce qu'il paraît, et donna le signal d'une décharge qui leur tua une quinzaine d'hommes. La panique se mit dans leurs rangs, et la gendarmerie, qui seulement alors s'ébranla, acheva leur déroute, et la compléta par l'arrestation d'une trentaine de fuyards.

Au moment où je vous écris la ville est calme, mais nonobstant le rappel bat, car nous allons être sur pied toute la nuit afin d'être prêts à l'arrivée des cinq ou six communes qu'on nous annonce.»

## BETHMONT ET LA PRESSE.

## Alarme!

La liberté de réunion est déjà atteinte par la loi contre les attroupements et par la suppression d'un certain nombre de clubs; la liberté individuelle a été violée sans façon; aujourd'hui l'on s'attaque à une liberté bien plus essentielle, à celle de publier, de propager la pensée; nous la laisserions-nous enlever aussi?

C'est toujours le même procédé d'escamotage; Février 1848 copie Juillet 1830. On écrit, à grand bruit, les noms de toutes les libertés, dans les chartes, dans les constitutions, et tout aussitôt on les étrangle à petit bruit, en y mettant le pouce d'abord, puis tous les doigts.

Hier, on a dit à la tribune que des commissaires venaient de faire défense à quelques journaux des départements de paraître sans cautionnement.



Qu'a répondu le ministre Bethmont? Que, selon lui, il est nécessaire de *maintenir le principe du cautionnement*. Ses motifs sont que l'Etat ayant retenu jusqu'ici le cautionnement de quelques journaux, il était juste de faire disparaître cette inégalité. Comme si le moyen le plus simple n'était point de restituer le cautionnement à ces feuilles.

Qu'a-t-il ajouté? Que sans cautionnement, il n'y aurait pas prise sur les journaux qui subiraient une condamnation. Mais, à ce titre, il devrait être défendu de vivre sans déposer un cautionnement.

Il faut le dire bien haut, exiger des cautionnements des journaux, c'est tuer la presse des départements presque toute entière. Et à Paris, pas un des journaux qui défendent les intérêts du peuple ne resterait debout.

M. Xavier Durrieu a chaleureusement combattu les doctrines d'éteignoir du ministre.

Nous nous joignons à sa protestation et nous clouons au pilori tout ministre qui osera rétablir la condition du cautionnement.

La nécessité d'un cautionnement pour le citoyen qui publie ses opinions, c'est l'analogie de la nécessité d'un cens pour le citoyen qui vote.

Quand le cautionnement des journaux sera restauré, on restaurera le cens électoral.

Alarme!

#### Les ateliers nationaux et M. Léon Faucher.

Avant-hier, c'était un juif qui, embusqué dans la tribune, jetait sa pierre contre les ateliers nationaux. Hier la pierre partait de la main d'un économiste de la vieille économie politique, ce qui vaut bien un mauvais juif.

M. Léon Faucher a osé demander l'anéantissement des ateliers nationaux. Mais d'abord il faut vous dire ce que c'est que M. Léon Faucher. Administrateur à jetchs de présence du chemin de fer de Strasbourg, bras droit de M. Thiers, c'est un cœur sec, un esprit étroit, un vieux souteneur de cette vieille corruptrice que l'on nomme concurrence.

Voulez-vous un petit résumé de ses doctrines?

A l'intérieur il prône la *laissez-faire*, c'est-à-dire la guerre entre les ateliers français. Qui en paie les frais? Ce sont les travailleurs, dont elle réduit le salaire, dont elle empêche le développement physique et moral.

A l'extérieur il glorifie la *laissez-passer*, c'est-à-dire la lutte entre les ateliers français et les ateliers étrangers. Qui en paie les frais? toujours les travailleurs que la première guerre ne pressure sans doute pas assez au gré des économistes.

Etommez-vous maintenant de ce que M. Léon Faucher veuille dissiper les ateliers nationaux.

Sa logique est admirable! la population ouvrière meurt de faim; la portion la plus affamée s'est réfugiée dans les ateliers nationaux où on lui mesure avec parcimonie un morceau de pain qu'on lui reproche. Pour alourcir tant de misères, que propose M. Léon Faucher? De supprimer ce morceau de pain qui venait à l'aide des plus nécessiteux.

Cœurs de pierre! vous refusez quelques secours à l'armée des travailleurs, et vous payez sans balancer plus d'un million par jour à l'armée des bayonnettes, la plus improductive que l'imagination puisse rêver!

Et c'est cependant par le mot d'improductifs que vous cherchez à tuer les ateliers nationaux.

Toujours cette calomnieuse accusation, dont il serait temps de faire justice!

Un certain nombre d'ouvriers, en se pliant de nouveau au servage des ateliers privés, pourraient peut-être trouver du travail et du travail mieux rétribué que celui que leur donnent les ateliers nationaux. Mais pourquoi s'y refusent-ils? C'est que le prix de journée qu'on leur offre est inférieur à celui que vaut réellement leur travail et qu'ils savent bien qu'une fois ce prix réduit consenti, leurs maîtres ne les relèveraient point de longtemps. — Pourquoi s'y refusent-ils encore? C'est que le servage des ateliers leur est insupportable. Vous avez dit, pensant les salir de votre bave, que les ateliers nationaux renfermaient un grand nombre d'échappés des galères; vous ne pensiez pas dire si juste. Oui, les fabriques avec l'organisation actuelle du travail sont de véritables galères pour les pauvres travailleurs; ils croyaient avoir trouvé un peu de répit dans les ateliers nationaux, et voilà qu'en vrai gardes-chaînes, vous vous apprêtez à les en expulser à coups de gourdin!

D'ailleurs parmi les ouvriers nationaux, c'est à l'exception seule que s'ouvriraient les ateliers privés. La grande masse ne saurait où aller implorer du travail, quelque bas prix qu'elle y attachât; et c'est le

moment que vous choisissez pour les jeter sur le pavé.

Quoiqu'il en soit, cessez, pour Dieu, cessez de les insulter du nom d'improductifs. Interrogez-les; presque tous, nous en avons la conviction, vous répondront qu'ils ne demandent pas mieux que de travailler productivement; le peuple sait bien que le travail est la loi de l'humanité. Mais sachez-lui tailler de la besogne; lorsqu'il ne sort que de mauvais travail d'une fabrique, les commanditaires s'en prennent-ils aux ouvriers? Non, c'est aux directeurs, c'est aux chefs d'atelier.

Quels sont ceux qui ont dirigé jusqu'ici les ateliers? c'est l'avocat Marie, c'est le médecin Trélat. Si vous étiez logiques, vous proposeriez de les mettre en accusation comme ayant dilapidé la fortune publique par leur impuissance et leur mauvais vouloir.

#### UN SAUVEUR.

Tout le monde souffre. Ceux qui n'ont pas la foi inébranlable au principe démocratique demandent un sauveur.

Faute d'un homme, on s'accroche à un nom!

Encore aujourd'hui tous les habiles metteurs en œuvre de ce nom, tous les malheureux qui ont besoin d'espérer, tous les curieux qui ont besoin de voir, se pressaient aux abords de l'Assemblée, dans le jardin des Tuileries, sur la place de la Concorde.

Toute cette foule dissertait sur les mérites de Louis-Bonaparte; quelquefois on croyait voir descendre dans Paris la banlieue qui a le triste honneur d'avoir mis ce prince sur le piédestal de l'Assemblée.

Comme le vent est faux Bonapartes, l'un des discours s'avisait de faire une motion en faveur d'un autre membre de la famille. Mal lui en prit, il allait être entraîné du côté de la rivière, lorsqu'il fut préservé par quelques gardiens de Paris et conduit chez le commissaire de police.

Que les électeurs de Paris résistent à toutes les menées dont ils seront circonvenus; en donnant sa démission devant l'hostilité du pouvoir exécutif, Louis Bonaparte s'est remis sur les rangs avec une apparence de générosité qui fera encore des dupes.

Pendant ce temps, l'Altesse impériale négocie un emprunt à Londres. Les banquiers anglais lui font des conditions un peu dures; l'empereur de Russie est plus coulant, mais il voudrait engager le prince par le mode du prêt, et le tenir avec des chaînes d'or. Sans doute, si tous ces arrangements seront terminés, Louis Bonaparte ne se fera plus désirer à Paris.

Hélas! sommes-nous encore si arriérés que nous fassions à un premier venu un titre de ce qu'il est le neveu d'un grand homme? Il ne nous reste plus qu'à rétablir la noblesse, contre laquelle nos pères ont usé leurs mâles courages. Peuple, espère en toi, en toi seul, ou tu seras à la merci de nouveaux tyrans.

#### Nouveau mot du général Thomas.

Nous citons il y a quelques jours les deux mots si connus du général Thomas:

- 1° *La croix d'honneur est un hochet de la vanité.*
- 2° *Chargez-moi cette canaille.*

Hier, le général Thomas s'élançait à la tribune, et s'écriait:

« Demain, peut-être, vous aurez à livrer une bataille! »

Nous aimerions à voir le commandant en chef de la garde nationale de Paris plus maître de lui et plus calme. Les grands mots n'agrandissent ni les choses ni les hommes.

#### Esprit des départements.

Il ne faut pas nous dissimuler que l'esprit dominant de la province est peu favorable à la République, et que les intrigues réactionnaires s'y déploient avec une incroyable audace.

La semaine dernière, le banquet d'Amiens réunissait la plupart des notabilités des villes et des bourgs du département. Si nous sommes bien informés, tous les regrets dynastiques s'y étaient donné rendez-vous. C'était une sorte de conspiration à trois services. On y annonça même tout haut que le 14 juin la République serait renversée à Paris. Il va sans dire que, selon les prophètes du banquet, ce n'était pas au profit de Louis-Napoléon Bonaparte que ce renversement devait avoir lieu, mais au bénéfice de la légitimité.

Les partisans de Henri V sont plus osés dans une

portion du midi. Ils prédisent une troisième restauration pour laquelle les armes sont prêtes, etc.; des fonds considérables amassés. Peu s'en faut que l'on ne porte au chapeau la cocarde blanche.

Dans un tel état de choses, les républicains, dévoués à la République démocratique et sociale, doivent écarter de leur rang toute division; la République ne périra pas, mais il faut que son avenir soit assuré le plus promptement possible.

Paris, nous le savons, est l'objet des imprécations de tous les réactionnaires. Vaine colère! Paris sauvera la révolution après avoir eu l'honneur de la faire.

#### FAITS DIVERS.

La ville de Bordeaux n'aime pas passionnément l'ordre de choses actuel et dans quelques salons bordelais on parle de constituer l'ancienne capitale de la Guyenne en ville neutre.

Ce n'est pas la première fois que cette velléité d'indépendance passe par la tête des Bordelais; lors de la fameuse question des sucres exotiques et indigènes, qui intéressait si vivement le commerce de Bordeaux, le mot de séparation fut aussi prononcé.

M. Corne, conseiller à la cour d'appel de Paris, est nommé procureur-général près la même cour, en remplacement de M. Portalis.

Lundi, 19 juin, ouverture du club des droits de l'homme, rue Mouffetard, 71.

Il paraît aujourd'hui dimanche un journal hebdomadaire à 5 centimes, intitulé *la Politique des femmes* et publié par une société d'ouvrières.

Ce journal socialiste a pour but de donner aux femmes la facilité de s'occuper en commun de leurs intérêts. Les avis doivent être adressés, franc de port, à madame Gay, 89, rue Neuve-des-Petits-Champs.

Un citoyen nous communique le fait suivant:

« J'apprends, au pied de l'arbre de la liberté, planté dans le jardin des Tuileries, près du bassin du côté de la place de la Concorde, par le travailleur jardinier qui prend soin de l'entretenir et de l'arroser, que lui et vingt-cinq de ses camarades sont privés de travail par le maître jardinier, parce qu'ils ont planté cet arbre. On repousse leur réclamation en leur disant: « Qu'on ne peut leur donner d'ouvrage actuel! » lément avant qu'on sache comment tourneront les choses! et que dans cette incertitude on craint de se compromettre. » Depuis le mois d'avril, tous ces braves gens, qui sont allés chercher cet arbre au Calvaire, sont restés sans ouvrage. »

Aujourd'hui, le 17<sup>e</sup> bataillon de la garde mobile a été remarqué, au marché Saint Jean, lorsqu'il reconduisait avec l'animation la plus cordiale et en chantant les hymnes nationaux, les officiers de la ligne qui avaient été ses instructeurs.

Les citoyens Proudhon et Pierre Leroux se sont fait inscrire dans le comité des finances de l'Assemblée nationale. Nous les félicitons d'avoir choisi le véritable terrain où les socialistes doivent combattre aujourd'hui. Le comité du travail se noie dans l'enquête et tourne au bureau de bienfaisance. Le centre de la réaction, le siège de la conspiration des habiles et des roués de tous les régimes, le rendez-vous des nouveaux doctrinaires de l'école Bastiat et Faucher, c'est le comité des finances qui, pour peu qu'on le laisse faire, deviendra le comité du *aisecredit* de la République; c'est là qu'il faut déjouer les manœuvres et porter la lumière.

Le citoyen Henri Duret, étudiant, rectifie ainsi les faits contenus dans le *National* sur les incidents de la journée du 14:

« J'étais sur la place de la Concorde et je me trouvais sur le premier rang de la foule avec M. Noël Castéro, journaliste. On criait: *Vive Napoléon!* et à bas Clément Thomas! pendant que ce dernier faisait caracolier son cheval blanc devant le front des bataillons. Furieux d'entendre des cris qui s'harmonisaient si peu avec son amour-propre, il commanda la charge, et la garde nationale croisa la bayonnette, sans prendre le temps de songer aux conséquences funestes qui pouvaient résulter d'un mouvement aussi imprudent. »

Le *National* ajoute encore que la garde nationale s'ébranla lentement. Le fait est inexact. Elle s'élança au pas de course sur la foule qui prit la fuite de tous côtés.

« Quant au coup de feu, je n'ai rien entendu, et pourtant j'étais bien près de M. Clément Thomas qui laisse croire, par ses réticences, qu'on a voulu tirer sur lui. »

Le citoyen Boissy, ancien pair de France, ayant été comme garde national témoin des mêmes faits, réclame également et dans le même sens.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de LACOUR, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 33.